

Environnement des affaires : le rapport *Doing Business* 2019 recense un chiffre record de 314 nouvelles réformes dans le monde

WASHINGTON, 31 octobre 2018 – Dans son rapport *Doing Business 2019 : formation pour mieux réformer*, publié aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale a recensé 314 réformes de l'environnement des affaires dans le monde au cours de l'année dernière. C'est un nouveau record dans la réduction des lourdeurs administratives pour le secteur privé.

Ces réformes, qui concernent 128 économies, bénéficient aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux entrepreneurs, favorisant la création d'emplois et l'investissement privé. Le nombre de réformes recensées cette année dépasse le record de 290 réformes enregistré il y a deux ans.

« *Le secteur privé joue un rôle essentiel dans l'instauration d'une croissance économique durable et la lutte contre la pauvreté à travers le monde* », déclare **Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale**. « *Des règles équitables, efficaces et transparentes, comme celles que préconise le rapport Doing Business, constituent le socle d'un environnement dynamique pour l'économie et l'entrepreneuriat. Il est indispensable que les pays intensifient leurs efforts afin de créer les conditions permettant à l'entreprise privée et aux populations de prospérer.* »

Le rapport constate que les réformes sont mises en œuvre là où elles sont les plus nécessaires, les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ayant entrepris 172 réformes. En Afrique subsaharienne, un nombre record de 40 économies ont mené 107 réformes, la meilleure performance en termes de nombre de réformes réalisée par la région pour la troisième année consécutive. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont atteint un nouveau record avec 43 réformes.

C'est encore le domaine de la création d'entreprises qui a connu le plus d'améliorations, avec 50 réformes cette année. D'importantes réformes ont également concerné l'exécution des contrats (49 réformes) et le raccordement à l'électricité (26 réformes).

Les dix économies qui arrivent en tête du classement annuel du Groupe de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires sont la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Danemark, qui conservent leur premier, deuxième et troisième rang pour la deuxième année consécutive, suivis de la RAS de Hong Kong en Chine, de la République de Corée, de la Géorgie, de la Norvège, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Concernant les changements notables intervenus dans les 20 économies en tête du classement cette année, les Émirats arabes unis (EAU) rejoignent le classement pour la première fois, au 11^e rang, tandis que la Malaisie et Maurice gagnent des places, arrivant respectivement 15^e et 20^e. Au cours de l'année passée, la Malaisie a mis en œuvre six réformes, Maurice cinq et les EAU quatre. Maurice a notamment éliminé un obstacle qui pénalisait les femmes dans la création d'entreprises.

Les dix économies où les améliorations sont les plus sensibles sont l'Afghanistan, Djibouti, la Chine, l'Azerbaïdjan, l'Inde, le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire, la Turquie et le Rwanda. Avec six réformes à leur actif chacun, Djibouti et l'Inde sont dans le top 10 pour la deuxième année consécutive. L'Afghanistan et la Turquie, qui figurent pour la première fois parmi les pays les plus réformateurs, ont introduit un nombre record de réformes en un an seulement (respectivement cinq et sept réformes).

« *La diversité des pays se classant parmi les plus réformateurs montre que des économies de toutes tailles et de tous niveaux de revenus, et même des économies en situation de conflit, peuvent améliorer le climat des affaires pour les petites et moyennes entreprises du pays. Le rapport Doing Business fournit aux gouvernements du monde entier une feuille de route permettant de renforcer la confiance, l'innovation et la croissance des entreprises, mais aussi d'endiguer*

la corruption », estime **Shanta Devarajan, économiste en chef par intérim et directeur principal pour l'économie du développement à la Banque mondiale.**

Cette année, *Doing Business* a collecté des données sur la formation dispensée aux agents de la fonction publique et aux utilisateurs des registres du commerce et des registres fonciers. Le rapport comprend une étude de cas qui analyse ces données et constate que les formations obligatoires et annuelles dispensées aux fonctionnaires concernés améliorent l'efficacité de ces registres. Une deuxième étude fait observer que lorsque les agents de dédouanement et les commissionnaires en douane suivent une formation régulière, les contrôles aux frontières et les formalités douanières s'en trouvent accélérés, ce qui facilite la circulation transfrontalière des marchandises. Deux autres études de cas s'intéressent aux avantages que procurent la certification des électriciens et la formation des juges.

« *Les résultats obtenus cette année montrent clairement l'engagement dont font preuve les pouvoirs publics dans de nombreuses économies, petites ou grandes, pour aider l'entrepreneuriat et l'entreprise privée. Si les programmes de réformes s'accompagnent de formations pour les fonctionnaires, l'impact de ces réformes n'en sera qu'amplifié* », affirme **Rita Ramalho, responsable principale du Groupe des indicateurs mondiaux de la Banque mondiale, qui prépare ce rapport.**

Depuis le lancement du premier volume en 2003, plus de 3 500 réformes de l'environnement des affaires ont été engagées dans 186 des 190 économies prises en compte dans le rapport.

La région Asie de l'Est et Pacifique compte deux des dix économies couvertes par *Doing Business* les mieux classées, à savoir Singapour et la RAS de Hong Kong (Chine). Par ailleurs, la Chine fait partie des dix économies dont la progression a été la plus importante, ayant gagné plus de 30 places pour se classer au 46^e rang mondial. Les économies de la région ont introduit 43 réformes au total l'an passé, en particulier dans les domaines de la création d'entreprises et du raccordement à l'électricité.

La région Europe et Asie centrale compte elle aussi deux des dix économies les mieux classées cette année : la Géorgie, qui se hisse au 6^e rang (9^e l'an dernier), et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui gagne une place pour ressortir 10^e. Cette région compte également deux des économies ayant le plus amélioré leurs performances : l'Azerbaïdjan et la Turquie. Le rythme des réformes s'est accéléré dans la région : 54 réformes ont été mises en œuvre l'an dernier, contre 43 (chiffre révisé) l'année précédente. Si les réformes couvrent tous les domaines, nombre d'entre elles cherchent à faciliter l'obtention d'un permis de construire et le commerce transfrontalier.

C'est au total 25 réformes qui ont été mises en œuvre en **Amérique latine et aux Caraïbes** l'an dernier, dont 4 pour le Brésil, le pays le plus réformateur de la région. L'essentiel des réformes visent à renforcer les droits des emprunteurs et des prêteurs dans les opérations garanties, ainsi que le processus de création d'entreprises.

Les économies du **Moyen-Orient et d'Afrique du Nord** ont nettement accéléré le rythme des réformes l'an dernier, introduisant 43 réformes, contre 29 l'année précédente. Cette année, une économie de la région figure dans le top 20 mondial — à savoir les Émirats arabes unis, qui ont fait leur entrée dans le classement au 11^e rang —, tandis que Djibouti fait partie des économies ayant le plus amélioré leurs performances. La région reste toutefois à la traîne sur le plan de l'égalité de traitement des hommes et des femmes, des obstacles à l'entrepreneuriat des femmes existant dans 14 économies.

Pour la première fois, deux économies d'**Asie du Sud** se sont hissées dans le haut du classement des pays ayant le plus amélioré leurs performances. L'Inde a poursuivi son programme de réformes, engageant six réformes l'an dernier et progressant de 23 places pour atteindre le 77^e rang mondial. Ce pays occupe désormais la première place de la région. L'Afghanistan, qui a mis en œuvre cinq réformes, a progressé de 16 places pour arriver 167^e au classement mondial. Au total, les économies de la région ont mis en œuvre 19 réformes l'an dernier, essentiellement dans le domaine de la création d'entreprises, de l'obtention de prêts, du règlement des impôts et taxes, ainsi que du règlement de l'insolvabilité.

L'Afrique subsaharienne a enregistré un nouveau record pour la troisième année consécutive, engageant 107 réformes l'an dernier, contre 83 l'année précédente. En outre, cette année a été marquée par le plus grand nombre d'économies ayant mené des réformes, 40 des 48 économies de la région ayant mis en place au moins une réforme, à comparer au

record précédent qui était de 37 économies il y a deux ans. La région compte quatre des 10 économies les plus réformatrices de cette année : le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Rwanda. Si les réformes introduites par les pays de cette région couvrent un grand nombre de domaines, beaucoup concernent le transfert de propriété et le règlement de l'insolvabilité.

Communiqué de presse

2019/053/DEC